

REPUBLIQUE FRANCAISE

Ministère de la justice

Arrêté du 12 mars 2018 modifiant l'arrêté du 22 février 2016 portant nomination d'une régisseuse, gérante des comptes nominatifs à la maison d'arrêt d'Angers

NOR : JUSK1806864A

La garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret n°92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu le décret n°2005-1490 du 2 décembre 2005 relatif à l'organisation financière et comptable des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu le décret n°2005-1679 du 28 décembre 2005 relatif à l'indemnité spécifique de gestion des comptes nominatifs allouée aux personnels des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié fixant le taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et le montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté interministériel du 3 décembre 2005 habilitant le garde des sceaux, ministre de la justice, à instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès des résidences administratives des directions régionales des services pénitentiaires, de la mission des services pénitentiaires d'outre-mer, des établissements pénitentiaires et des services pénitentiaires d'insertion et de probation ainsi que des régies de recettes et d'avances chargées de la gestion des comptes nominatifs des détenus auprès des établissements pénitentiaires ;

Vu l'arrêté du 3 décembre 2005 modifié portant institution des régies de recettes et des régies d'avances chargées de la gestion des comptes nominatifs des détenus auprès des établissements pénitentiaires ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 2005 fixant les montants de l'indemnité spécifique de gestion des comptes nominatifs allouée aux personnels des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire,

ARRÊTE

Article 1^{er}

L'article 1 de l'arrêté du 22 février 2016 portant nomination d'une régisseuse gérante des comptes nominatifs à la maison d'arrêt d'Angers est modifié comme suit à compter du 12 mars 2018 :

Madame Blandine CHRISTOPHLE, adjointe administrative, est nommée en qualité de régisseuse, gérante des comptes nominatifs à la maison d'arrêt d'Angers.

Article 2

L'article 2 de l'arrêté du 22 février 2016 portant cautionnement de la régisseuse est modifié comme suit :

Madame Blandine CHRISTOPHLE est assujettie à un cautionnement de 6 100 euros (six mille cent euros) et perçoit une indemnité spécifique de gestion des comptes nominatifs.

Article 3

Le directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la justice et notifié au comptable assignataire par le directeur interrégional des services pénitentiaires de Rennes en sa qualité d'ordonnateur secondaire délégué.

Fait le 12 mars 2018

Pour la garde des sceaux, ministre de la
justice et par délégation,
Par empêchement du directeur de
l'administration pénitentiaire,
Le sous-directeur du pilotage et du soutien des
services,



Pierre AZZOPARDI